

Arrêté préfectoral du 18 DEC. 2024

**modifiant l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 portant  
modification du parc éolien de Saint-Amans-Valtoret – Société SAINT AMANS ENERGIES**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité du préfet du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 portant modification du parc éolien de Saint-Amans-Valtoret – Société SAINT AMANS ENERGIES ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 septembre 2024 relatif à la visite d'inspection du 5 septembre 2024 ;
- Vu** la demande de modifications du parc éolien exploité par la société SAINT-AMANS ENERGIES implanté sur le territoire de la commune de SAINT-AMANS-VALTORET aux lieux-dits « Puech Balmes » et « La forêt communale » présentée par la société VALOREM pour sa filiale SAINT AMANS ENERGIES, dans son porter à connaissance en date du 17 octobre 2024 ;
- Vu** l'avis du service départemental d'incendie et de secours du Tarn en date du 4 décembre 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation d'exploiter le parc éolien exploité par la société SAINT AMANS ENERGIES est soumise à la mise en place d'une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 60 m<sup>3</sup> par éolienne ;

**CONSIDÉRANT** que le parc éolien exploité par la société SAINT AMANS ENERGIES comporte 5 éoliennes ;

**CONSIDÉRANT** que le parc éolien exploité par la société SAINT AMANS ENERGIES a été mis en service le 3 juillet 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de sa visite d'inspection du 5 septembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une seule réserve incendie de 60 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** que la société VALOREM a demandé dans son porter à connaissance du 17 octobre 2024, pour sa filiale SAINT AMANS ENERGIES, de régulariser sa situation administrative au regard des dispositions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que dans son courriel du 4 décembre 2024, le service départemental d'incendie et de secours du Tarn a indiqué qu'une seule réserve incendie pour le parc éolien est suffisante ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient dès lors de modifier l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 portant modification du parc éolien de Saint-Amans-Valtoret – Société SAINT-AMANS ENERGIES ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

**- ARRÊTE -**

## Article 1. Modifications de l'arrêté préfectoral complémentaire

A l'article 8.3 du titre II de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 portant modification du parc éolien de Saint-Amans-Valtoret – Société SAINT-AMANS ENERGIES, les mots : « Une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 60 m<sup>3</sup>, de type citerne ou bâche souple, est mise en place pour chaque éolienne. » sont remplacés par les mots : « Une réserve d'eau incendie d'une capacité minimale de 60 m<sup>3</sup>, de type citerne ou bâche souple, est mise en place au niveau du poste de livraison électrique. ».

## Article 2. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 311-5 du code de la justice administrative, il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours administratif (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## Article 3. Affichage et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de SAINT-AMANS-VALTORET et peut y être consultée ;

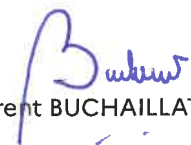
2° Un extrait du présent arrêté préfectoral complémentaire est affiché à la mairie de SAINT-AMANS-VALTORET pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de SAINT-AMANS-VALTORET fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture du Tarn, l'accomplissement de cette formalité.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

## Article 4. Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées et le maire de la commune de SAINT-AMANS-VALTORET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn et dont une copie sera notifiée la société SAINT AMANS ENERGIES, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo – 33323 BEGLES CEDEX.

Fait à Albi, le 18 DEC. 2024

  
Laurent BUCHAILLAT